

Les diagnostics participatifs dans le cadre des projets de développement rural dans les pays en développement : postulats, pratiques et effets sociaux des PRA/Marp

Communication au colloque
« CULTURES ET PRATIQUES PARTICIPATIVES :
UNE PERSPECTIVE COMPARATIVE »,
organisé par le LAIOS et l'AFSP, Paris, 20-21 janvier 2005

Draft

Philippe Lavigne Delville, Gret¹

« Même s'il ne faut pas négliger qu'il y a une dimension politique à tout changement méthodologique, on peut se demander quel impact peut avoir une « révolution méthodologique » largement initiée de l'extérieur (des communautés rurales et des Etats nationaux), fondée sur un vide sociologique (catégories sociales standardisées au point de n'avoir aucun sens ou, au contraire, rapports sociaux évanescents entre individus), peu généralisable (puisque fondée sur des conversions individuelles) et dont la gestion reste soumise aux structures mêmes qu'elle veut changer »

(Sellamna, 2000 : 487-488).

L'approche participative peut donc rompre avec la figure du populisme bureaucratique, à la double condition que, du point de vue de la théorie, le « populisme méthodologique » soit clairement distingué du « populisme idéologique » et que, du point de vue de l'action, l'intervention de développement soit dissociée de la croyance positiviste en l'ingénierie sociale.

(Chauveau, 1994 : 54)

Introduction

Face à l'échec de nombreux projets de développement rural, dans les pays en développement, les opérateurs et les bailleurs de fond prônent depuis 15 à 20 ans des méthodes participatives,

¹ Anthropologue, Directeur scientifique du Gret, 211-213 rue La Fayette, 75010 Paris. E-mail : lavignedelville@gret.org.

censées permettre une meilleure adéquation des projets aux situations de terrain, garantir l'adhésion de la population, et donc la réussite des projets. Prônée depuis la fin des années 70, la « participation » devient ainsi le maître-mot des débats contemporains sur le développement, repris tant par les ONG que par les institutions internationales ou les services techniques locaux. Qui peut être contre la participation ? Depuis le milieu des années 90, elle est censée être au cœur des pratiques de conception et de mise en œuvre de projets, en application du principe selon lequel « les bénéficiaires doivent être associés à toutes les étapes du processus, depuis l'identification jusqu'à l'évaluation ».

Pour leurs promoteurs, les démarches participatives vont bien au delà : elles sont censées porter un nouveau paradigme scientifique, loin du réductionnisme de la science standard (Pretty, 1995; 2000; Conway *et al*, 1994); et redéfinir les relations entre populations, groupes sociaux marginalisés, et chercheurs et techniciens, en mettant les premiers au centre de l'action publique et les autres à leur service. « Farmers first » (Chambers éd.,1989), « Putting people first » (Cernea éd, 1985) sont les maîtres mots.

De fait, dès lors que l'on reconnaît que les agricultures locales sont dynamiques, que les paysans innovent, qu'ils ont une connaissance fine de leurs écosystèmes et des conditions concrètes d'exercice de leur activité, toutes choses démontrées par les sciences sociales depuis une trentaine d'années, les nombreux échecs de projets de développement s'expliquent aisément, de même que les limites d'une agronomie en station, qui ne prendrait pas en compte les pratiques et les savoirs des agriculteurs à qui elle prétend s'adresser. On ne peut qu'approuver l'objectif de rapprocher les intervenants externes (chercheurs et techniciens) des populations au service de qui ils sont censés travailler, et de rendre les actions de développement plus adéquates aux situations concrètes, besoins et aspirations des ruraux. L'image de chercheurs ou techniciens, seuls détenteurs de la connaissance, proposant des méthodes modernes aux paysans utilisant des techniques archaïques, est – ou devrait être – totalement obsolète. Il est incontestable, d'un point de vue sociologique, que chercheurs et techniciens ont leur propres points de vue, liés à leur position dans la division sociale du travail, et à leur culture (logique scientifique et règles académiques, culture professionnelle, spécialisations disciplinaires, etc.) ; qu'on ne peut réduire la rationalité technique et économique à la vision technique promue par les appareils de développement ; qu'aucune intervention de développement ne peut ignorer les réalités dans lesquelles elle se déploie, ni la connaissance que les acteurs locaux en ont ; qu'une intervention de développement se construit à travers un jeu social complexe, à l'interface entre dynamiques sociales locales et logiques du système d'aide (Long ed, 1989 ; Olivier de Sardan, 1995) et que son résultat est le produit, toujours contingent, de ces jeux d'acteurs (Chauveau et Lavigne Delville, 1998).

Pour autant, les démarches participatives ont-elles vraiment changé la donne ? les profondes évolutions du contexte économique et institutionnel des pays du Sud dans les 20 dernières années (ajustement structurel, crise de l'Etat, valorisation du local, décentralisations administratives, émergence voire explosion d'un tissu associatif , etc.) ont-elles eu des impacts significatifs sur la façon dont les projets de développement sont conçus et mis en œuvre ?

A partir d'un point de vue d'anthropologie du développement, d'une connaissance personnelle du milieu du développement et de l'observation des pratiques d'intervention et de leurs évolutions au cours de 15 dernières années, je voudrais ici avancer quelques analyses². Pour éviter

² Cette communication s'appuie et prolonge la réflexion conduite avec Marilou Mathieu et Nour-Eddine Sellamna. Cf. Lavigne Delville, Sellamna et Mathieu dir., 2000.

un discours trop général, je me centrerai sur la question des diagnostics participatifs, dans les projets de développement rural. Les diagnostics ne sont bien sûr qu'un moment d'un processus de projet et s'y limiter est réducteur. Néanmoins, c'en est une étape particulièrement importante et significative : d'une part, l'accent est souvent mis dans les démarches de développement sur le diagnostic initial, sur la planification participative des interventions de développement, et c'est à juste titre, car les décisions prises à ce moment induisent tout ce qui suit³ ; d'autre part, le diagnostic n'est en lui-même que l'opérationnalisation d'une vision plus générale du développement et d'une représentation du monde rural. En tant que moment d'interactions entre techniciens et populations locales visant à définir des choix, il concentre tous les enjeux de la participation. Nous nous intéresserons ici à l'approche dominante, celle des PRA/PLA (*participatory rural appraisal*, devenu *participatory research and action* ; puis *participatory learning approach*) et leur version française, la MARP (*méthode accélérée de recherche participative*, devenue *méthode active de recherche et de planification participative*).

I. LES PRA/MARP COMME ARCHETYPE DES DIAGNOSTICS RAPIDES PARTICIPATIFS AU SEIN DU SYSTEME D'AIDE

De multiples méthodes participatives en milieu rural ont été formalisées dans les 20 dernières années, avec des filiations diverses. Si certaines se réfèrent à des démarches de conscientisation, inspirées de Paolo Freire et de sa « pédagogie des opprimés », la plupart ont une filiation plus directe avec les analyses systèmes en agriculture. Cornwall et al (1994) recensent plus d'une trentaine de méthodes plus ou moins apparentées. Sous le même terme de « diagnostic participatif », les uns mettent des méthodes de caractérisation rapide des situations agricoles, réalisées en 4 ou 5 jours par une équipe de chercheurs ou de techniciens, et censées donner toutes les informations nécessaires, et d'autres des processus de dialogue pouvant s'étaler sur plusieurs mois, soulignant que « *le DP ne remplace pas les études ethnographiques de longue durée dont la coopération au développement a un besoin urgent, ni la recherche d'accompagnement des projets* » (Schönhuth et Kievelitz, 1992 : 21).

Davantage un mouvement aux contours mouvants qu'un cadre conceptuel précis, les PRA/Marp englobent sur le plan conceptuel une grande diversité de savoir-faire et de pratiques, de référentiels théoriques⁴. Pourtant, on trouve dans les textes « fondateurs » un certain noyau dur d'hypothèses, et les témoignages concordent sur la façon dont ces approches/méthodes/outils sont mis en œuvre concrètement dans les projets.

Issue d'un ensemble de réflexions, mobilisant des praticiens et des chercheurs autour de Robert Chambers, elle a bénéficié d'un intense travail de réflexion (des séries de séminaires à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex, le réseau Marp, les PLA notes publiées par l'IIED, etc.) et de promotion, et a été intégrée par certains bailleurs ou opérateurs bi-latéraux (Banque Mondiale, GTZ) comme une condition nécessaire à la mise en œuvre de

³ Cet accent sur le caractère participatif du diagnostic initial peut aussi servir à donner un label « participatif » à des actions qui, ensuite, se déroulent de la façon la plus conventionnelle qui soit.

⁴ A tel point que le terme finit dans certains écrits par incorporer de façon générique toute démarche participative, y compris celles qui se fondent sur des hypothèses et des méthodes très différentes du PRA standard. Ce qui ne favorise pas l'analyse...

leurs projets. Nous nous intéresserons ici à la façon dont les PRA/Marp sont mises en œuvre en pratique, montrant que les effets inintentionnels observés renvoient, outre aux enjeux politiques de l'intervention de développement (auxquels aucune approche ne saurait totalement échapper) à des postulats implicites de la démarche et à ses conditions de mise en œuvre au sein du système d'aide.

1. Du « diagnostic rapide » aux processus d'apprentissage : une brève généalogie

La Recherche-Développement en agriculture, les Farming Systems Research se constituent à la fin des années 70 en réaction aux approches de modernisation agricole fondée sur les paquets techniques de l'intensification (semences, engrais, mécanisation) : en dehors des zones favorisées, les solutions techniques issues de la recherche, trop chères, fragiles, échouent à l'épreuve des conditions réelles de l'activité agricole : risque agro-climatique, faiblesse des débouchés, capacités réduites des familles paysannes en termes de capital et de trésorerie, etc. Il faut donc mettre l'accent sur la compréhension des conditions réelles qui déterminent les pratiques des agriculteurs. Au milieu des années 80, des démarches de diagnostic rapide se constituent à partir de là, sous la houlette d'ONG ou de structures universitaires anglaises (IDS, ODI, IIED) : en mobilisant les acquis de ces recherches, on peut identifier un certain nombre de paramètres fondamentaux, permettant de caractériser une situation agricole, et de définir des axes d'intervention pertinents (Khon Kaen University, 1988). Ces Rapid Rural Appraisal (RRA) se veulent des démarches « quick and dirty », affirmant (à juste titre) qu'une caractérisation rapide fondée sur de bonnes hypothèses valent mieux que les enquêtes statistiques sectorielles qui fondaient à l'époque les grands projets de développement (et qui ont de fait totalement disparu). Fondés à la fois sur les acquis de l'agro-écologie et des recherches système en agriculture, et sur les techniques qualitatives en sciences sociales (interviews semi-directifs, focus groups, observation, études de cas, etc.), les RRA proposent une série d'outils de caractérisation : schéma de terroir, transect (pour identifier les unités de paysage et leurs modes d'exploitation), calendrier de travail, profil historique de l'évolution de l'agriculture, etc. En une ou quelques semaines, une personne ou une équipe pluridisciplinaire expérimentées pouvaient ainsi, par l'observation et des entretiens avec les paysans, construire une image simplifiée mais pertinente de réalités agraires, centrée sur les problèmes productifs, en mettant l'accent sur quelques éléments structurant des pratiques paysannes. La liste des outils s'est progressivement élargie : « diagramme de Venn », outil de représentation des différentes organisations, locale ou non, intervenant dans le village et leurs relations ; outils de classification.

A l'ambition de rapidité, s'est vite ajoutée une exigence de dialogue avec les paysans, de prise en compte de leur propre point de vue dans l'analyse des situations et dans le choix des priorités. Les RRA ont été considérés comme « extractifs » : on mobilise la connaissance des paysans au service des techniciens. Dans l'optique de permettre des diagnostics partagés, et de renforcer les capacités locales de diagnostic, l'ambition était désormais que ce diagnostic soit réalisé par les communautés paysannes, les équipes techniques jouant un rôle de « facilitateurs ». Aux visites du terroir avec des paysans se sont ajoutées des réunions villageoises, où les paysans sont invités à construire eux-mêmes les cartes, schémas et matrices. L'on cherche de plus à construire avec les populations un consensus sur les actions à mener, sur la base du diagnostic. Au tournant des années 90, les RRA sont devenus PRA (Participato-

ry Rural Appraisal) (Guijt et Pretty, 1992), sans que les outils de base aient fondamentalement changé.

La rapidité, argument essentiel de légitimation de ces méthodes au départ, s'est estompée au profit d'un dialogue continu avec les acteurs. Au milieu des années 90, l'approche est rebaptisée « PLA », Participatory Learning Approach, abandonnant la référence au rural et mettant l'accent sur l'apprentissage commun que populations et intervenants extérieurs sont censés réaliser à travers ces méthodes, qui se situent explicitement dans une logique « d'empowerment »⁵ des populations locales (Pretty et Chambers, 1993 ; Pretty et al, 1995). La gamme des outils et des questionnements s'élargit : nouvelles entrées, hors de l'agriculture, en milieu pastoral (Waters-Bayer et al, 1995) ou urbain ; questions de genre (Guijt et Shah ed, 1998) ; contribution aux politiques de développement, etc. Dans la foulée, les PLA/Marp abandonnent leur revendication opérationnelle « quick and dirty » pour prétendre fonder un paradigme scientifique alternatif, appelant à la théorie du chaos et au post-modernisme pour se fonder une légitimité scientifique (cf. Sellamna, 1999 ; 2000, pour une analyse critique).

Côté francophone, une réflexion sur les diagnostics rapide a lieu en parallèle, à partir de la Recherche-développement⁶ et des RRA (Mondain-Monval, 1993), sans que la question de la « participation » soit posée explicitement en termes méthodologiques : l'accent est d'abord mis sur la qualité du diagnostic externe. Les RRA sont lancés en Afrique de l'ouest par l'IIED, sous le nom de *Marp*, « méthode accélérée de recherche participative » (Gueye et Schoonmaker-Freudenberger, 1991), rebaptisée en 1994 « Méthode active de recherche et de planification participative ». Promue de façon énergique, la Marp est enseignée en Afrique de l'Ouest lors de nombreux séminaires de formation. Au milieu des années 90, elle est intégrée par plusieurs bailleurs, comme étape incontournable de mise en œuvre d'actions dans les villages, elle est de plus en plus utilisée comme méthode de recherche dans les instituts nationaux de recherche agricole. Le succès du terme est tel que « Marp » et « approches participatives » finissent par devenir quasi-synonymes.

2. Les Marp en pratique : très souvent une série d'ateliers « participatifs », aux effets aléatoires

Parce qu'ils se fondent sur un dialogue approfondi entre acteurs externes et populations, les diagnostics menés « selon la Marp » sont censés produire une image fine et pertinente de la réalité, mobilisant la connaissance que les acteurs locaux ont de leur propre réalité, et restituant leurs points de vue. Elles sont censées déboucher ainsi sur un co-apprentissage entre populations et acteurs extérieurs, et sur des actions originales, pertinentes et correspondant à aux attentes des populations. Des enquêtes Marp en Afrique de l'ouest se réalisent dans des contextes très variés : elles peuvent avoir lieu en phase exploratoire d'un projet de recherche, ou au démarrage d'un projet de développement, de façon à définir les actions à réaliser au village. Les fondateurs de la démarche insistent sur la flexibilité, sur la « boîte à outils » que constituent les outils proposés. En pratique, en particulier dans le cas des projets de développement, la Marp consiste en une série d'exercices collectifs, animés sur quelques jours par une équipe pluridisciplinaire. Ceux-ci visent à mobiliser la participation villageoise la plus large,

⁵ Terme bien flou, lui aussi, aux acceptions multiples. Pour les ambiguïtés des conceptions du pouvoir dans les discours participatifs, cf. Nelson and Wright, 1995 ; Pottier, 1997 ; James, 1999.

⁶ Je ne reviens pas ici sur les similitudes et spécificités entre approches francophones et anglophones des systèmes agraires. Cf. Pillot et al, 1985.

en assemblée générale ou par groupes (hommes, femmes, jeunes) autour de la réalisation de schémas visuels (transect, cartes du terroir, diagramme de Venn, classement par niveau de richesse), permettant aux acteurs de débattre entre eux et avec l'équipe d'animation de la situation du village, des besoins et priorités des villageois.

Certaines études conduites selon la Marp aboutissent à des résultats très innovants et convaincants⁷. Praticiens expérimentés, Floquet et Mongbo (2000) soulignent que « *pour qui a vécu une situation de Marp, la mobilisation qu'elle suscite, les discussions de groupe qu'elle provoque et la richesse des destins individuels qu'elle permet d'entrevoir, créent une sensation d'euphorie* ». Mises en œuvre par des équipes compétentes et soucieuses d'un réel dialogue avec les ruraux, dans des dispositifs d'intervention autorisant une certaine flexibilité, les démarches participatives peuvent incontestablement obtenir des résultats extrêmement intéressants, tant en termes de recherche que de définition d'axes d'actions de développement. Mais on observe aussi, souvent, une mise en œuvre paresseuse et routinière, une application standardisée d'une méthode où la participation se limite à une enquête initiale, aboutissant à un rapport d'une fiabilité discutable, reprenant la gamme classique des propositions d'action, sans guère d'impact sur le déroulement ultérieur du projet (Mosse, 1995b ; Hitimana et Hussein, 2000 ; Bedini, 2000). Ainsi, alors même que les évolutions agraires posent de réels problèmes de contrôle du ruissellement, de maintien de la fertilité des terres, de régression de certaines plantes utiles qui préoccupent fortement les paysans, des Marp menées par un projet de gestion des ressources naturelles au Mali ont-ils abouti aux actions classiques des projets (barrages, jardins maraîchers de femmes, pompes, embouche bovine) voire parfois à un projet de maternité, dont le lien avec l'environnement apparaît pour le moins limité (Mathieu, 2000).

En fait, dès les années 90, des critiques sévères se font jour, que l'on retrouve de façon récurrente depuis, au travers des évolutions « méthodologiques ». Elles renvoient à trois grands facteurs : les conceptions implicites de l'approche, le profil des personnes qui les mettent en œuvre, le contexte institutionnel de leur mise en œuvre. Je détaille ici trois postulats implicites, sous-jacents aux promoteurs de la démarche et partagés par la majorité des acteurs du développement, réservant l'analyse des liens entre ces postulats et les logiques globales du système d'aide pour la section suivante.

2.1 La production de connaissances : l'illusion empiriciste

Une partie des critiques porte la pertinence et la qualité des résultats : la fiabilité des données n'est en rien assurée ; la mise en œuvre d'une telle stratégie de flexibilité demande une réelle expérience et savoir-faire ; sans un questionnement précis et des références préalables, un diagnostic rapide a beaucoup de chances de ne percevoir qu'une partie de la réalité, voire d'être totalement à côté. Bref, la Marp ne garantit en rien d'échapper au « tourisme du développement » critiqué par ses promoteurs, « l'ignorance optimale » par les Marpistes (et légitime du point de vue de l'action) demande une « connaissance optimale préalable » (Lavigne Delville, 2000), faute de quoi elle risque de n'être qu'une « simple relabellisation de la bonne vieille enquête préliminaire cachant le fait qu'elle n'est plus préliminaire à rien » (Richards 1995).

A l'opposé des démarches lourdes d'enquêtes, les PRA mettent en avant l'observation et le dialogue avec les paysans qui transmettent leur savoir. Mais des outils visuels comme les transects ou les calendriers de travail n'ont de sens que par rapport à une certaine façon de voir les

⁷ Par exemple celle menée au Sénégal par M. et K Schoonmaker Freudemberger (1993), deux des spécialistes reconnus de la Marp.

agricultures paysannes et ne sont interprétables que si l'on sait mettre en relation les éléments qui les composent et donc si on se réfère, au moins implicitement, à cette théorie. Le recours à l'entretien, individuel et collectif, permet de s'appuyer sur les connaissances des paysans, mais ne saurait totalement remplacer ces compétences préalables thématiques et théoriques : aucun paysan ne raisonne spontanément en termes de calendrier de travail ! Dès lors que l'on veut dépasser les généralités, mobiliser les savoirs des paysans demande d'être soi-même suffisamment compétent sur le thème en question pour poser les bonnes questions, et comprendre ce que l'interlocuteur est en train de dire, sans pour autant l'enfermer dans son propre cadre de raisonnement. « *Pour que la démarche soit fructueuse, l'équipe doit réunir des compétences dans les disciplines les plus importantes au regard des objectifs de la MARP et des interventions qui s'ensuivront. Les villageois seront de bons enseignants si les "élèves" possèdent de solides connaissances dans les disciplines concernées et savent poser de « bonnes questions » en confrontant les connaissances de paysans aux leurs, en se laissant ainsi surprendre par ce qui affine, confirme ou contredit leurs propres théories* » (Floquet et Mongbo, 2000 : 271). Discréditant la « science standard » ou « les approches conventionnelles », les Marpistes ont une « phobie de théorie » (idem), et partagent un postulat empiriciste, qui suppose que les réalités sont là, pré-existantes, et ne demandant qu'à être dévoilées. Ils oublient ou ignorent qu'on ne lit les réalités agraires (comme toute réalité complexe) qu'à travers des grilles de lecture, qui mettent l'accent sur tels aspects de la réalité et en laissent d'autres dans l'ombre. Les présupposés de l'enquêteur, son cadre d'analyse, ses connaissances antérieures, son questionnement implicite ou explicite sur le sujet en question, déterminent largement les résultats. Les participants aux Marp, techniciens de projets de développement pour la plupart, n'en ont pas conscience, de par leur formation, et ne maîtrisent pas non plus assez leur discipline pour prendre le recul suffisant. Dès lors, ils ont toutes les chances de renforcer leurs présupposés en étant persuadés que c'est la réalité, puisque c'est issu des enquêtes....

Une enquête sur les semences de riz, ou le poids des présupposés

A Madagascar, une enquête sur les semences de riz utilisées par les paysans a été réalisée selon les principes du PRA. L'équipe a conclu que les paysans utilisaient exclusivement des variétés traditionnelles et ne connaissaient pas les variétés améliorées. Ceci est une profonde erreur : comme le révèlent d'autres enquêtes sur la même région, les paysans utilisent une gamme de variétés, dont une série de variétés issues de la recherche et diffusées voici une quinzaine d'années. Ils connaissent et apprécient ces variétés modernes. Simplement, les appareils de diffusion étant en crise profonde, les paysans n'ont pas pu les renouveler. Considérant implicitement que tout ce qui existe en milieu paysan est "traditionnel" (et donc ancien) dès lors que cela ne provient pas manifestement de la recherche ou du développement, l'équipe n'a pas vu que les variétés, évidemment appelées localement par d'autres noms que leur nom scientifique, étaient des variétés "modernes", intégrées par les paysans depuis longtemps. Ceux-ci ne le leur ont pas dit, simplement parce que le questionnaire des chercheurs n'a pas incité à faire de ce point une information intéressante à donner. Une attention à l'histoire des variétés dans la région, aux modes de circulation des variétés (depuis quand utilisez-vous cette variété ? d'où vient-elle ?) aurait sans doute permis de découvrir tout cela, modifiant fortement le diagnostic et donc les pistes de solutions : non pas la mise en place de programmes de sélection variétale (qui donnera des moyens aux structures de recherche, avec aucun impact vu les carences de la diffusion), mais un travail sur la multiplication et la diffusion des variétés sélectionnées existantes et appréciées des paysans !

2.2 Enjeux de pouvoir et négociation : l'illusion "communautaire"

Une autre série de critiques porte sur l'incapacité de ce type d'approche à comprendre le tissu social et les enjeux socio-politiques locaux. Or, bien plus, bien loin de la volonté d'informalité, censée construire la confiance avec les villageois, les sessions Marp sont des événements dans la vie du village : ils mobilisent de nombreux acteurs, pour des réunions et visites, autour d'enjeux plus ou moins bien identifiés et qui suscitent les espoirs ou les craintes des villageois (Pottier, 1991 ; Mosse, 1995 c ; Floquet et Mongbo, 2000). Sans même parler des problèmes de traduction, la communication entre acteurs externes et acteurs locaux n'est jamais transparente. Elle est inévitablement marquée par les enjeux de l'intervention externe, et les attentes ou inquiétudes par rapport à elles, et par les enjeux internes. Quand bien même les questions traitées sont « techniques » : la structure d'un terroir, les priorités d'une action de développement, elles n'en ont pas moins des enjeux politiques, pour les différents groupes d'acteurs.

L'accent mis sur la "communauté" locale accentue le risque : le discours participatif repose le plus souvent sur une vision a-sociologique des sociétés locales, partie intégrante du mode de pensée développementiste et largement partagée par les cadres de formation technique. La prise en compte des différenciations se limite en général à des groupes de jeunes et de femmes (sans que rien en garantisse que ces critères soient pertinents pour le sujet en question, et faisant fi des différenciations statutaires (nobles, descendants de captifs, "étrangers" ou socio-économique), certes plus difficile à afficher publiquement, de leurs implications en termes d'accès aux ressources (terres, ressources renouvelables, etc.) ou des relations de dépendance renforçant ces inégalités : en travaillant en réunion publique sur les "classifications par niveau de richesse", peut-on vraiment faire apparaître les mécanismes sociaux qui produisent et reproduisent ces inégalités socio-économiques ?

Le risque d'oublier les différenciations sociales est d'autant plus fort que l'essentiel du dialogue avec les ruraux a lieu à travers des réunions de groupe. En pratique, la « participation » est toute relative. Seule une part de la population est présente ou active, alors même que les facteurs expliquant cette non-participation et la distorsion d'information qui en résulte soit prise en compte, ou même considérée : « *le paradoxe de la participation devient évident lorsque de larges groupes se forment pour créer des diagrammes ou des cartes : tout en encourageant ostensiblement une plus grande participation, la majorité des personnes restent en marge ; ce sont les puissants qui « participent », rarement les pauvres, les femmes ou les enfants, qui observent plutôt qu'ils ne parlent* » (Guijt et van Veldhuizen, 1998).

Ceci ne doit surprendre que par rapport à une vision naïve de la « communauté » villageoise comme ensemble harmonieux. En tant qu'événement public, les Marp favorisent l'expression de points de vue normatifs et généraux, au détriment de ce qui est spécifique. Les outils Marp eux-mêmes et l'organisation des sessions (du travail de groupe suivi par des présentations plénières) encouragent l'expression d'un consensus apparent, voilant les enjeux sociaux ou politiques, neutralisant les questions sensibles (foncier, différenciations, etc.), avec de grandes chances d'exclure les autres points de vue. Mathieu (2000) rapporte ainsi le cas d'un village, souffrant d'un manque d'eau évident, où la décision « consensuelle » de la « communauté » a été de construire une maternité en dur, décision du chef de village, censée être en faveur des femmes (sans être leur priorité), mais manifestement liée au fait que ce dernier était entrepreneur en bâtiment...

Comme le souligne Mosse (1995c), les sessions PRA sont fréquemment des occasions pour faire passer les intérêts privés des puissants comme la volonté générale, avec la complicité

implicite des intervenants externes, trop heureux de pouvoir s'appuyer sur une vision « consensuelle » locale pour légitimer les actions qu'ils veulent réaliser. De ce fait, et malgré la volonté affichée de promouvoir les « pauvres » et les « groupes sociaux marginalisés », le risque est grand de les exclure.

L'analyse des rapports sociaux dans les démarches participatives est souvent aussi pauvre que la volonté de les changer est ambiguë. Or, faire l'impasse sur les différenciations sociales et les enjeux de pouvoir locaux ouvre un espace de récupération et de manipulation, dont les acteurs se saisissent dans leurs stratégies de compétition sociale et politique. Ne pas être capable d'identifier ses interlocuteurs en tant qu'individus socialement situés interdit de comprendre le sens de telle prise de parole, de telle revendication, ou de tel silence, rendant ainsi les intervenants incapables de réellement comprendre ce qui se joue à travers les discussions de groupe. Faute de prendre en compte ces différences de pouvoir et d'intérêts, et de tenter de les contourner stratégiquement, les démarches participatives risquent fort de renforcer les pouvoirs des groupes dominants ou de ne servir que leurs intérêts particuliers. « Paradoxalement, la recherche participative semble construite sur une compréhension limitée des processus de domination et de changement, avec potentiellement beaucoup à apprendre de la théorie anthropologique » (Nelson and Wright, 1995 : 59).

Une vision a-sociologique du social (Mosse, 1995b)

« Une bonne part de la littérature sur le développement participatif utilise des termes comme 'institution locale', 'communauté' ou même 'gestion' dans des sens normatifs et prescriptifs, coupant les stratégies 'globales' de développement des contextes sociaux et historiques locaux. Ce qui est souvent oublié, c'est une analyse des jeux de pouvoir à travers lesquels ces concepts généraux du développement façonnent et sont façonnés par les relations sociales et de pouvoir en place. Les praticiens croient parfois créer de nouvelles institutions, alors qu'ils ne font en fait que recombinaison des rôles, les relations de pouvoir et de statuts existants. En réalité, les institutions participatives ne sont jamais ni si nouvelles qu'elles apparaissent, ni une reproduction d'un passé idéalisé. Elles sont constituées, négociées, et contestées, dans le cadre des structures de pouvoir existantes, qui peuvent elles-mêmes être en même temps appuyées et contestées par des « médiateurs » de projets poursuivant leurs propres objectifs ».

Cette idéalisation de la "communauté" se double d'une sous-estimation radicale des enjeux de pouvoirs liés à la situation d'intervention de développement elle-même. Pour les paysans, les projets de développement, c'est "l'Etat", "la force", "les Blancs" (quand bien même les équipes sont nationales). C'est l'expression d'une force extérieure, qui vient imposer du changement, et avec laquelle il faut ruser, composer (Olivier de Sardan, 1995). Ce que l'on dit dans les enquêtes, participatives ou non, dépend des enjeux locaux, mais aussi des attentes supposées du projet. Dans une situation de dépendance structurelle vis-à-vis des intervenants externes, les acteurs locaux tentent de retenir les appuis potentiels, quitte à n'en récupérer que des miettes s'ils ne sont pas pertinents, de neutraliser les risques qu'ils induisent. Sans oublier que la « participation » n'a pas que des avantages d'un point de vue local : c'est aussi perçu comme des contraintes supplémentaires (des réunions, des cotisations, etc.) pour des actions que l'on ne contrôle guère plus⁸.

⁸ Ainsi, un projet forestier directif au Niger s'était converti à l'approche participative à l'occasion d'un renouvellement de phase, et qui avait fait de gros efforts pour traduire en zarma les messages participatifs. Interrogés

Face à cela, les promoteurs des Marp mettent en avant la conversion individuelle des chercheurs et des techniciens, qui découvrent les pauvres, les paysans, et leurs capacités cognitives. Ils mettent en avant leur volonté de se mettre à leur service, de n'être que des facilitateurs, pour faire émerger un consensus commun ; imaginant qu'il n'y a pas de différences radicale de position sociale et de logiques entre techniciens et chercheurs. Sous-estimant radicalement les logiques structurelles du système d'aide (et donc la possibilité pratique de mettre « les paysans d'abord »), et les rapports entre paysans et techniciens (en tant que rapport de classe), les marpistes s'illusionnent largement sur la capacité à construire la confiance et un mode de dialogue et sur les conditions pour cela. C'est clairement un enjeu, mais penser que la méthode y suffit est largement illusoire : la crédibilité se construit sur une relation dans la durée et sur la capacité à répondre concrètement aux problèmes rencontrés.

2.3 La situation d'enquête comme interface : l'illusion d'une communication transparente

Le fait que la démarche des PRA soit largement différente des méthodes classiques d'intervention (d'ailleurs plus reconstruites comme repoussoir) ne suffit pas à faire du dialogue ouvert une occasion de communication transparente. Outre les enjeux internes à la « communauté », les expériences passées d'intervention de développement, le contexte politico-administratif, les relations préalables de l'équipe dans le village, les intermédiaires avec lesquelles des liens privilégiés sont établis, les attentes des acteurs locaux vis-à-vis du projet : tout cela influe fortement sur les modalités et le contenu du dialogue. Pour Mosse (1995c), la rhétorique participative peut elle-même être un obstacle à la communication dans la mesure où le flou affiché sur les intentions des intervenants ne peut que renforcer la méfiance ou l'inquiétude des enquêtés. Tout chercheur en sciences sociales l'a expérimenté : ce qui se dit dans un entretien est profondément marqué par le contexte de cette discussion et, si la relation d'enquête tend, même inconsciemment, à reproduire les rapports de domination, l'enquêté aura tendance, non pas à dire ce qu'il pense mais à donner la réponse dont il pense qu'elle satisfera l'enquêteur. De tels enjeux sont encore accrus par le contexte même de l'intervention, et ce qu'elle suscite comme espoir ou comme craintes de la part des ruraux, et par la dimension collective des entretiens et exercices.

Croire qu'une attitude « relax » et des discussions peuvent suffire à constituer une relation de confiance et une bonne communication relève d'une grande naïveté sociologique. Loin d'être des situations informelles, les sessions de PRA sont des contextes extrêmement formels, fortement marqués par les enjeux de l'intervention.

Plus fondamentalement, les systèmes de pensée et le langage différent entre paysans et techniciens, rendant la compréhension mutuelle difficile. Faute de faire l'effort d'identifier les catégories de pensée paysannes et de discuter à partir d'elles, il y a de forts risques que les critères paysans de jugement ne soient pas perçus. Les connaissances pratiques des paysans ne sont pas toujours l'objet de savoirs formalisés qu'il suffit d'explicitier en réunions collectives : c'est parfois à travers le dialogue que ces connaissances émergent. Favoriser une telle émergence demande de la part de l'enquêteur un savoir-faire en matière d'entretiens, une capacité à

sur leur perception de ce changement, les paysans nigériens répondaient « Le projet précédent était comme un étranger qui donne une canne à un vieillard fatigué pour lui permettre de se relever. Le projet actuel est comme un étranger qui ne tend pas la canne, mais la jette par terre pour demander au vieillard de faire un effort pour la reprendre » (Maman Sani, 1994, cité par Olivier de Sardan, 1995 : 167).

s'extraire de son mode de pensée technicien pour se mettre à la place des paysans. Sans parler de toutes les fois où ruraux et intervenants ne parlent pas la même langue, ce qui complexifie encore la compréhension. Bref, « *l'information n'a pas une existence indépendante et n'attend pas d'être « recueillie » ou « collectée » (Mosse, 1995a).*

Le recours aux supports visuels n'est qu'une solution partielle. Ils facilitent certes le dialogue, mais peut aussi enfermer dans des catégories de pensée externes, qui ne permettent pas nécessairement aux ruraux de s'exprimer librement : ces outils de représentation graphique sont en effet des formalisations liées à des référentiels scientifiques ou du moins techniques : aucun paysan ne raisonne spontanément en termes de transect, de flux de matière organique ou de diagramme de Venn. Comme le disait un paysan interrogé sur sa façon de gérer son exploitation agricole « *Je vous ai observé lorsque vous utilisiez votre tableau-calendrier. Je ne me sens pas très à l'aise avec cet outil. Posez-moi plutôt les questions directement et je vous expliquerai tout ce qui se passe sur mon exploitation* » (Boulier, 2000 : 224). Au sens strict, le produit de l'exercice n'est pas la représentation du ou des paysans interrogés. C'est la transcription graphique d'informations fournies par l'informateur local - ou par quelques informateurs en interaction qui s'influencent mutuellement – selon un questionnement et des façons de représenter les choses qui sont proposés et structurés par les enquêteurs.

Le classement par niveau de richesse et ses ambiguïtés (Mathieu, 2000)

Le classement par niveau de richesse consiste à demander aux paysans de classer les exploitations du village, représentées par un petit carton, en fonction du niveau de richesse. On ne prédéfinit pas ce qu'est la "richesse" pour laisser les critères paysans de classement paysan émerger. Au cours de discussions au sein du petit groupe, les quelques paysans rassemblés finissent par mettre au point une classification. Le problème est que la notion même de "richesse" n'est pas forcément univoque, et encore moins exclusivement monétaire, dans les conceptions locales. De plus, on propose un classement linéaire, alors même qu'il y a sûrement plusieurs façons d'être riches, et sans doute plusieurs d'être pauvres. Dès lors, sans même parler des enjeux stratégiques qu'il peut y avoir à se faire plutôt riche ou plutôt pauvre, il y a de fortes chances que les paysans bricolent un classement linéaire pour répondre à la demande plus qu'ils ne restituent leur propre conception de la richesse.

Pourtant, de nombreux observateurs, y compris dans les promoteurs des Marp/PRA, soulignent à quel point les outils visuels, censés être de simples supports de la discussion, deviennent des fins en soi. Ainsi, Hitimana et Hussein (2000), comme de nombreux praticiens, s'interrogent sur la polarisation sur les outils visuels qui « *ne doivent servir normalement que de support à la communication verbale, et uniquement lorsque c'est nécessaire (mais qui sont devenus) dans l'esprit de nombreux utilisateurs un moyen de production de résultats physiques et de visualisation de ces produits (poussant à se demander) s'il y avait d'une part la Marp (diagrammes, cartes, et autres outils de visualisation), et d'autre part les autres outils de collecte de données parmi lesquels les entretiens* ».

2.4 Décider des actions à mener : l'illusion du consensus naturel

Ces différents éléments montrent bien combien la production d'une analyse partagée entre acteurs locaux (dans leur diversité) et intervenants externes ne va pas de soi. Le choix

d'actions à mener, la définition de priorités, le sont encore moins, car elle renvoie, là encore à des logiques différenciées :

- ▷ toute intervention externe s'insère dans un cadre, défini par l'Ong ou le bailleur : thèmes d'actions, priorités, etc. Les marges de manœuvre pour répondre aux demandes locales s'exercent ainsi dans un cadre plus ou moins strict. Au Mali ou au Burkina Faso, un certain nombre de projets participatifs de gestion des ressources naturelles se sont ainsi trouvés devant une forte contradiction entre leur thème d'action et leur volonté de répondre aux demandes locales, lorsque le diagnostic participatif avait fait apparaître un dispensaire comme priorité !
- ▷ en admettant que les priorités différenciées des groupes d'acteurs locaux soient reconnues, le problème est ensuite de hiérarchiser et arbitrer entre des demandes toutes légitimes mais incommensurables.

Or, si le passage du RRA au PRA marque la volonté de faire de ces sessions des outils de planification participative, rien n'est dit sur la façon de faire, et aucun outil spécifique n'est proposé pour cela. L'hypothèse implicite semble que le choix des priorités émerge spontanément et de façon consensuelle d'un diagnostic lui-même partagé et consensuel, voilant les différents effets d'imposition de problématique (par l'équipe, en fonction des thèmes du projet pour lequel elle travaille ; par le choix des outils et leur mode de mise en œuvre ; par les effets de sélection liés aux dynamiques de groupe et aux rapports sociaux locaux ; par les membres de l'équipe encore, dans leur façon de sélectionner les informations et de construire le diagnostic dans les sessions de débriefing⁹, etc.).

3. Conclusion

Un des paradoxes des approches participatives est que, tout en se réclamant explicitement des démarches de sciences sociales (et en mobilisant effectivement des outils de sociologie qualitative ou d'anthropologie : démarche itérative, entretiens, triangulation, etc.), elles reposent finalement sur des postulats profondément a-sociologiques. Pottier (1991) résume ainsi le postulat implicite : « *tout ce que vous avez à faire, c'est de demander. Ils savent et ils sont vos amis* ». Dès lors, une partie des paradoxes s'éclairent. Oui, les outils des PRA/Marp peuvent d'autant mieux s'intégrer dans une approche de recherche, qu'ils en sont en partie issus (de la recherche qualitative ou de l'agro-écologie). Oui, ils peuvent donner des résultats intéressants, pour autant qu'ils soient mis en œuvre par des personnes ayant de réels savoir-faire en recherche qualitative en sciences sociales et maîtrisant les conditions de la « rigueur du qualitatif » (Olivier de Sardan, 2000), ainsi que des savoir-faire d'animations, et sont capables, comme il est recommandé, de sérier les objectifs du processus, d'adapter les outils, d'avoir une démarche réellement itérative, de décrypter les non-dits, de faire la part entre ce qui peut se traiter en réunion publique et ce qui relève d'autres démarches, etc. et ne sont pas contraints par un cadre institutionnel trop rigide. La question n'est pas d'être « bien » ou « mal » utilisée, elle est que, fondamentalement, ce type d'approche relève de démarches « d'experts » au sens où elle

⁹ Mathieu (2000) analyse finement comment le processus de synthèses partielles par l'équipe Marp peut contribuer aussi à une standardisation et une réduction de la richesse de l'information produite lors des débats, en fonction des clés de lecture de l'équipe.

n'a de sens que mise en œuvre par des praticiens expérimentés, disposant des références et des outils nécessaires¹⁰.

Dès lors que le temps est court (quelques semaines, pour ne pas parler de 5 j), c'est seulement en mobilisant ici et maintenant des savoir-faire avérés, acquis ailleurs et avant, que l'on peut être productif. Même avec du temps, un manque de sens sociologique amène les personnes les mieux disposées à manipuler naïvement les outils, avec des résultats au mieux médiocres¹¹, au pire en se faisant totalement instrumentaliser.

Ce qui est frappant, c'est que les critiques fondamentales ont été posées très tôt (dès le début des années 90, et donc dès les RRA : Pottier citée plus haut), et souvent par des anthropologues qui avaient été « compagnons de route » comme Paul Richards, qui a participé à « Farmers first » pour publier ensuite dans les PLA notes « a quick and dirty critique » (1994). Mais s'il existe de nombreuses réflexions et critiques internes (les PLA Notes et en particulier Cornwall et Guijt, 1995 ; Gueye, 2000, etc.), si la démarche a connu de nombreuses évolutions pour tenter d'y répondre (du RRA au PRA, du PRA au PLA), cela n'a pas pour autant conduit à questionner les fondements implicites et à y donner des réponses cohérentes. La mise en avant de la participation, puis du co-apprentissage ne s'est pas faite sur la base d'une analyse plus claire des enjeux de pouvoir et de connaissance¹². La volonté d'institutionnaliser les démarches participatives ne se fonde pas sur une analyse institutionnelle plus rigoureuse des conditions de mise en œuvre de la participation. Pour Sellamna (1999 ; 2000), la réponse à ces contradictions est de l'ordre de la fuite en avant, illustrée par l'ambition récente de constituer un nouveau paradigme en se fondant sur les théories post-modernes, hors de toute considération sur l'opérationnalité de la démarche.

II. POSTULATS NATURALISANTS ET RAISONS DU SUCCES : LA PARTICIPATION AU SEIN DU CHAMP DU DEVELOPPEMENT

Cette analyse rend encore plus paradoxale, *a priori*, le succès des Marp dans le milieu du développement. Ce n'est pourtant pas la seule approche : on a vu que le terme de Diagnostic Participatif recouvre des acceptions et des pratiques très divers, dont certaines reposent sur des postulats très différents. Des démarches de recherche-action participatives se fondent sur une négociation institutionnalisée entre équipe de recherche et organisations paysannes, avec négociation des thèmes de recherche, mise en débat des résultats (Castellanet, 2000 ; 2002). Promu par G.Lazareff et le FENU (Fonds d'Équipement des Nations Unies), l'écodéveloppement participatif (Lazareff, 1993 ; Lazareff et Arab, 2002 ; cf. Maïzi-Moity, 1999 et 2000 pour une analyse en Guinée) part d'une analyse beaucoup plus claire des enjeux

¹⁰ Il est assez significatif que l'ouvrage de la GTZ cité dit explicitement dans les conseils aux lecteurs qu'il s'agit de démarches de sciences sociales (p.V), qu'il y a des qualifications indispensables à l'équipe (p.VIII) et qu'un atelier DP peut se transformer en fiasco si on n'a pas l'appui de collaborateurs expérimentés (p.X).

¹¹ Cf. Biggelaar, 2000, pour une illustration sur le thème des connaissances locales en agroforesterie. Restituant très honnêtement la démarche qu'il a mise en œuvre pour tenter de repérer les paysans ayant le plus de connaissances en agroforesterie, avec un mélange d'ateliers participatifs et de procédés statistiques (il faut que ça soit scientifique !), il illustre malgré lui les impasses de démarches « participatives » plaquées sur une conception technicienne des choses.

¹² Même si Scoones et Thompson (eds), 1994, ouvrent la question.

d'un développement « communautaire » et des façons de l'appuyer. Au Sénégal, ENDA-GRAF a une pratique de concertation et négociation avec les acteurs locaux et une réflexion critique sur la façon dont ils gèrent leurs interactions avec eux (Ndione, 1995 ; ENDA-GRAF, 1993). En France, le GERDAL, l'INRA-SAD, travaille sur des approches de recherche-action qui posent explicitement la question des rapports entre techniciens et paysans, et mettent en place des dispositifs d'intervention qui visent à contrebalancer les effets d'imposition (Darré dir, 1994 ; Darré, à paraître ; Ruault, 1996 ; Albaladejo et Casabianca, 1997 ; etc.). Mais ces approches n'ont pas le même écho, elles restent limitées à certains acteurs, certaines organisations. Il y a pour une part un effet évident de la médiatisation, on pourrait dire le marketing, dont ont bénéficié les PRA/Marp.

Mais au delà, tant les modalités pratiques de mise en œuvre des Marp que leur succès témoigne d'un ensemble de facteurs inhérents au système d'aide : on retrouve cristallisées dans les Marp un certain nombre de traits récurrents de la culture développementiste, définie comme ensemble de références implicites plus ou moins partagées, et de la structure du champ du développement.. Nous allons maintenant nous y attarder.

1. La participation comme partie intégrante du « populisme bureaucratique »

Le récit présentant les petits projets et la participation comme émergeant à la fin des années 70, en réaction aux grands projets publics, n'est qu'en partie vraie. Dans une analyse historique du concept de participation, Chauveau (1994) montre que la volonté de faire participer les populations aux projets date en fait du début de la colonisation et qu'elle visait, au sortir de la contrainte militaire, à susciter l'adhésion des populations. Pour lui, l'appel à la participation relève d'une composante « populiste » (qui s'intéresse au peuple, et valorise ses compétences et ses savoirs¹³), présente de façon récurrente dans les dispositifs de développement, en tension avec leur logique bureaucratique. Le « populisme bureaucratique » fait ainsi partie intégrante de la logique développementiste. Etudiant la politique coloniale britannique de développement rural, Richards (1985) montre que, dès les années 30, tous les fondements de la « recherche-développement » en agriculture des années 70-80 étaient formalisés et présents : compréhension des logiques agronomiques de la jachère et des cultures associées, prise en compte de la dynamique des agricultures familiales, volonté d'appuyer la capacité des paysans à innover plutôt que de transférer des modèles. Cette phase « populiste » a été ensuite balayée par un retour « technocratique » lié aux intérêts de la métropole. *« Marquée par une double empreinte contradictoire, celle de l'administration rationnelle et bureaucratique, et celle du populisme (et de sa variante misérabiliste), la mise en œuvre du populisme bureaucratique dans l'histoire institutionnelle du développement secrète en permanence l'idéologie participative. Celle-là constitue par conséquent et simultanément un élément de contestation du populisme bureaucratique et une condition de sa reproduction »* (Chauveau, 1994 : 30).

La phase actuelle n'est donc pas le fruit d'une avancée linéaire des faits du développement, s'opposant à une démarche initiale « descendante » : c'est une étape d'un mouvement de ba-

¹³ Cf. sur ce sujet, Grignon et Passeron, 1989, pour la distinction entre les variantes « populistes » (qui idéalise les capacités et l'autonomie du peuple) et « misérabilistes » (qui met l'accent sur les situations de domination et/ou d'incapacités). Et l'analyse d'Olivier de Sardan, 1995, sur le caractère structurel du populisme dans le développement et les ambivalences entre « populisme moral », « populisme méthodologique » et populisme idéologique ».

lancier, qui fait que le thème de la participation, toujours porté par une partie de l'appareil développementiste, est sur le devant de la scène ou non. A cet égard, la naissance supposée de la participation dans les années 70 relève d'une « néo-tradition » (idem : 29). L'ampleur du succès de ce thème, le développement sans précédent de méthodes, l'élargissement des intervenants de développement (ONG internationales ou locales, bureaux d'études nationaux) l'ancrent certes de façon plus profonde dans le dispositif développementiste, mais néanmoins toujours au sein de cette tension entre logique bureaucratique et populisme.

Le thème de la participation (ré)émerge et surtout se généralise dans les années 80, dans une « configuration développementiste » (Olivier de Sardan, 1995) qui a profondément évolué : l'ère du face-à-face entre des Etats développementistes autoritaires, soutenus par les institutions internationales dans leur entreprise de modernisation imposée, et des populations atomisées ou « encadrées » est certes finie. Le système d'aide s'est diversifié et complexifié, les Etats sont en crise et se cherchent une nouvelle légitimité, les institutions internationales contournent en partie les Etats, les ONG – internationales ou locales - sont de plus en plus présentes, des organisations paysannes plus autonomes émergent et conquièrent leur légitimité à côté ou sur les ruines des « coopératives » de la phase antérieure (Jacob et Lavigne Delville, 1994 ; Mercoiret et Gentil, 1991).

De ce fait, le contenu de la « participation » change. Dans le modèle de la modernisation par l'action publique, la « participation » vise à faire adhérer les populations à une logique de modernisation. Les coopératives encadrées par l'Etat sont le vecteur principal de la « participation ». Dans le modèle du développement local, les intervenants externes travaillent à l'échelle du village, et cherchent à construire des consensus au moins apparents entre leurs « projets » et les aspirations des populations, et élargissent partiellement leur « offre » pour le rendre possible.

Pour autant, la contradiction structurelle de l'intervention externe n'est pas radicalement modifiée : par définition, on « participe » à une initiative extérieure à soi. Si l'on demande aux populations d'adhérer, de participer, c'est toujours à une initiative, à un projet, proposé de l'extérieur. L'ensemble des acteurs du système d'aide portent leur « projet » auquel ils tentent d'associer et de faire adhérer les populations. Quelle que soit leur proximité (rhétorique ou réelle) avec les populations, les ONG ne sont pas, dans l'absolu, dans une situation différente : elles ont aussi leur propre vision (leur vision du « développement », leur propre « projet » - au sens de vision d'un avenir souhaitable - pour les zones et les populations où elles interviennent), elles ont leurs propres logiques institutionnelles (compétences, besoin de financements, etc.). De plus, dès lors qu'elles dépendent pour l'essentiel de fonds publics, elles sont soumises aux règles du système d'aide, en termes de thématique et de logiques financières, ce qui a des conséquences certaines dans leurs façons de concevoir et de mettre en œuvre les projets. Les ONG, même les mieux intentionnées, peuvent rencontrer les mêmes difficultés à prendre en compte les logiques et priorités des acteurs locaux dès lors qu'elles se révèlent contradictoires avec leur propre « projet » pour les populations ou leurs engagements vis-à-vis des bailleurs (Hussein, 1995 ; Lane, 1995) et même, plus simplement, avec leurs représentations, leurs cadres d'analyse des situations (Hochet, 2004). Dès lors qu'elles se fondent sur un postulat normatif fort et une gestion hiérarchique des équipes, les ONG rencontrent les mêmes difficultés que tout intervenant à faire remonter les signaux de décalage, et à les prendre en compte, obligeant leurs agents de terrain à composer, à l'insu du leur hiérarchie, entre réalités locales et méthodologie.

En même temps que le souci de prise en compte des réalités et d'écoute des acteurs se développe, et qu'ils prônent des objectifs de plus en plus larges (la démocratie, la gouvernance, l'équité, etc.), les bailleurs durcissent leurs règles de financement, accentuant la contrainte bureaucratique sur les projets et les ONG qu'ils financent, aggravant la contradiction structurelle de l'intervention de développement (Castellanet, 2004), et en particulier celle qui existe entre ambition participative et bureaucratie.

2. La prégnance d'une culture professionnelle technique et fonctionnaliste

La majorité des acteurs du système d'aide, quelle que soit leur position institutionnelle, est de formation technique : ingénieur (agronome, forestier, du Génie rural, en milieu rural), économiste, ingénieur civil, urbaniste, etc. Face à des populations rurales "traditionnelles", "analphabètes", les techniciens ont longtemps considéré qu'il est de leur devoir d'apporter leur savoir, seul capable de promouvoir un véritable développement. Ils ne s'intéressent pas aux paysans, puisque c'est de l'application des techniques "modernes" que viendra le progrès. Bien que les points de vue technicistes ne s'expriment plus aussi directement dans les discours actuels, ils n'en restent pas moins prégnants, et structurent aussi la façon de penser l'appui aux organisations, globalement pensé selon une logique fonctionnaliste, faisant fi des enjeux de pouvoir ou même des logiques locales d'action collective. La position sociale des cadres nationaux, leur position dans l'appareil d'Etat, dans la phase de modernisation étatique, ont aussi contribué à renforcer cette lecture. Sensibilité, formation technique et culture professionnelle, et culture de classe, se conjuguent ainsi pour rendre les agents de développement globalement peu sensibles aux aspects sociaux, qu'ils ne savent guère appréhender ni traiter.

De nombreux travaux ont montré à quel point la culture professionnelle (des ingénieurs du génie rural, des forestiers) structurent leur façon de penser les questions de développement¹⁴, redéfinissant les enjeux autour de questions techniques. Cette culture professionnelle se conjugue avec les logiques institutionnelles de l'aide (et des Etats développementistes) pour donner une définition technique des questions de développement et les dépolitiser¹⁵.

On a pu ainsi montrer comment la volonté de travailler à une gestion de l'espace, à partir d'une prise en compte des systèmes de production paysan, s'est traduit, dans les démarches de « gestion de terroir », dans une vision du « terroir » comme espace exploité par un village, devant faire l'objet d'une gestion « rationnelle » sur la base d'un « zonage », sous l'égide d'un « Comité de gestion », au prix d'une série de réductions (le village comme unité de base de la gestion de l'espace ; la coexistence des usages sur la base d'un zonage strict ; la « gestion » comme actions de conservation des ressources : lutte anti-érosive, etc.), et d'une négation des fondements mêmes de l'organisation sociale et productive de l'espace dans les systèmes paysans¹⁶.

¹⁴ Cf. Habermas, 1973, pour une discussion générale sur "la science et la technique comme idéologie". Sur les cultures professionnelles et leurs conséquences sur les projets, cf. Diemer et Slabbers eds, 1992, pour le génie rural ; Bergeret, 1995 et Buttoud, 1995 pour la foresterie.

¹⁵ Cf. Fergusson (1990).

¹⁶ Cf. par ex. Painter et al, 1994. On pourrait faire la même analyse à propos de la façon dont le thème des « savoirs locaux », actuellement en vogue, est de même naturalisé, technicisé et dé-sociologisé par la recherche forestière (cf. par ex. Joshi et al, 2001) ou les institutions internationales.

Qu'ils l'aient acquise en formation, ou dans la socialisation dans leur pratique professionnelle, c'est cette culture qui continue à structurer les modes de pensée des agents de développement, y compris lorsqu'ils abordent des questions d'organisation sociale, de concertation entre acteurs, de négociation entre acteurs : avec une vision technique et fonctionnelle, une lecture as-sociologique des processus en jeu – et en particulier des rapports sociaux locaux et des enjeux de leur propre position dans le jeu –, un accent sur les méthodes, les outils. Et c'est au sein de cette culture et de cette vision que se jouent les débats méthodologiques et stratégiques.

Les postulats des Marp/PRA sont ainsi fortement liés à une culture technicienne et développementiste, ce qui explique leur succès, du côté des « praticiens ». Même lorsque leurs promoteurs ont une lecture plus sociologisée (Guijt et Shah, 1998 sur le genre, par exemple), elle se heurte aux grilles de lecture des personnes auxquelles elles s'adresse, et que les formations à la Marp ne suffisent pas à changer. A l'inverse, cela explique aussi une partie des « dérives » de la méthode, puisqu'elle est mise en œuvre, avec plus ou moins de bonheur, par des acteurs dont la culture professionnelle et leur place dans le dispositif d'aide ne leur donne guère de raisons de discuter les postulats implicites et que la méthode, loin de les inciter à questionner ce qui se joue dans l'intervention, leur offre le support rassurant d'une méthode censée par elle-même produire les effets souhaités, et les incite à mettre l'accent sur les méthodes plus que sur les processus, sur le consensus apparent plus que sur la négociation explicite.

L'introduction d'approches différentes, fondés sur une prise en compte des logiques d'intérêt, produit à l'inverse une fréquente déstabilisation des cadres de projets, qui voient remettre en cause leur culture professionnelle et leurs savoir-faire, dans un contexte où les interactions avec les populations locales deviennent plus problématiques du fait de la reconnaissance e logiques diverses, sans repères sur la façon de les prendre en compte et les traiter, et où le fait de devoir gérer au quotidien un processus complexe qui fait émerger des contradictions permanentes, tant entre acteurs locaux qu'entre volonté de répondre aux attentes locales et procédures des projets, génère une forte insécurité¹⁷.

3. Les logiques internes du système d'aide

Malgré sa prétention à répondre aux « demandes », la logique du système d'aide est profondément « hétéronome » par rapport aux réalités locales. La culture développementiste se fonde sur une vision des situations locales en termes de « manque », pour mieux justifier l'intervention extérieure, et sur des représentations des paysans qui relèvent plus de stéréotypes que d'une réelle compréhension (Olivier de Sardan, 1995). Les projets sont définis dans les ministères, les bureaux des agences d'aide ou des Ong, les thèmes susceptibles de recevoir un financement dépendent des modes au sein du système d'aide, inspirées par les conférences internationales. Les contraintes bureaucratiques et financières obligent à formater les projets selon une programmation des activités en fonction des décaissements, ceux-ci étant incompatibles avec le respect des rythmes et des priorités locales (Lecomte, 1986, Naudet, 1999). De plus en plus dépendantes des financements internationaux pour leurs actions, les Ong (qui ont leurs propres visions et logiques de reproduction) sont elles-mêmes de plus en plus soumises à ces contraintes. Culture développementiste et logiques institutionnelles du champ de développement se conjuguent pour produire un fonctionnement où les « bénéficiaires » sont là en tant

¹⁷ Cf. Maïzi-Moity (1999) pour une analyse sur un projet d'écodéveloppement participatif en Guinée Conakry.

qu'objets et non qu'acteurs¹⁸. Tout en ouvrant, en théorie et parfois en pratique, des marges de manœuvre, l'accent mis sur la participation par l'ensemble des institutions internationales ne change pas radicalement la donne. Bien plus, le flou du concept permet de qualifier de « participatif » une gamme extrêmement large de pratiques, quand bien même elles réduisent fortement en pratique le risque de remise en cause. Les Marp sont ainsi d'autant plus appréciées qu'elles offrent une légitimité participative à bon compte, du fait de leur notoriété, tout en permettant à quelques ajustements près, de poursuivre des projets classiques, mais censés être validés par les bénéficiaires.

Conclusion

Le succès de ces démarches est donc révélateur, d'une part des logiques internes au système d'aide, « machine anti-politique » (Fergusson, 1990) qui cherche une légitimation de ses actions en n'acceptant une mise en débat que sur le choix des actions à l'échelle locale sans s'interroger sur la façon dont sa propre logique interne produit de l'ignorance et des échecs (Hobart ed, 1993 ; Jacob dir, 2000 ; Lavigne Delville, 2000a), et d'autre part d'une conception implicite des rapports entre techniciens et paysans, avec une vision de la « participation » faisant l'impasse sur la représentation politique et la négociation, renvoyant aux rapports entre élite éduquée (les « évolués ») et masses rurales en Afrique, et rejoignant (dans des contextes politiques et institutionnels très différents) les analyse de Godbout (1983) qui, au Canada dans les années 70, voyait la participation comme une ruse des techniciens pour court-circuiter le politique.

Face à ces impositions de logiques, les réactions des acteurs locaux, classiques en situations de domination, consistent à se protéger, détourner les actions en faveur de leurs intérêts, instrumentaliser, dans une attitude de soumission apparente (Olivier de Sardan, 1995). Les plus habiles des acteurs, maîtrisant les codes du « langage-développement », se muent en courtiers locaux du développement, pour faire venir des appuis (Bierschenk et al. dir, 2000). Dans tous les cas, dans l'incapacité de faire valoir explicitement des points de vue autres, les acteurs locaux tendent à entrer dans les discours des acteurs externes.

Tout ceci permet finalement de peut-être mieux comprendre le paradoxe du succès de démarches qui se présentent comme fortement engagées en faveur des populations rurales, auprès d'institutions internationales dont la logique est manifestement autre. Dans un contexte de désarroi sur l'aide au développement, le diagnostic participatif permet de définir des actions qui sont censées refléter les priorités locales et échapper au placage externe. Les Marp et PRA séduisent par leur apparente facilité d'emploi et s'inscrivent aisément au sein du cycle de projet, permettant d'obtenir à bon compte une légitimation locale des choix d'action. La réduction de la participation à cette phase initiale de diagnostic - au mieux de planification - laisse ensuite libre cours aux logiques des projets. On aboutit alors à une simple consultation initiale, censée permettre aux intervenants des choix plus éclairés, mais qui ne remettent finalement en question, ni les systèmes d'inégalités et de domination de la société locale, ni le fonctionnement du système d'aide. Au sein du « populisme bureaucratique », l'accent mis sur la participation, dans cette acception, ne s'oppose en rien à la logique bureaucratique, ni à la reproduction des thèmes classiques d'intervention.

¹⁸ Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'aient pas de moyen d'influer sur les projets. Cf. Daane et Mongbo, 1991; Mongbo, 1995 ; Chauveau et Lavigne Delville, 1998.

CONCLUSIONS

Toute intervention de développement met en interaction des acteurs hétérogènes, des groupes sociaux locaux, diversifiés, porteurs de logiques et d'intérêts variés, et des intervenants, eux-mêmes dissemblables (des agents de terrain locaux aux expatriés, aux experts et bureaux d'études, aux bailleurs de fonds) et porteurs de logiques propres. L'intervention introduit dans l'arène locale de nouveaux acteurs, de nouvelles ressources matérielles, techniques, symboliques. Ces groupes d'acteurs se rencontrent et se confrontent, autour de la définition de ce qu'il est pertinent de faire, où et comment, et sur le contrôle des actions et de leurs effets, dans un contexte où chaque groupe d'acteurs poursuit sa propre logique et n'a qu'une connaissance limitée de l'autre.

Ceci vaut pour toute intervention sociale, qui pose le problème du rapport entre Etat et populations marginalisées ou incomplètement intégrées dans l'espace économique, politique, culturel national. Dans les pays en développement, la distance matérielle et culturelle entre cadres issus des classes moyennes urbaines en émergence et populations rurales, mais aussi entre experts internationaux et populations, entre lieux de décision et lieu de mise en œuvre, entre « rationalité technique » et logiques de praticiens, entre logiques des institutions internationales, logiques des Etats et logiques de populations, est maximale.

Là, comme dans toute situation d'intervention sociale¹⁹ où les lacunes de la représentation institutionnelle, et l'asymétrie entre intervenants et populations (en termes de décalage de conditions matérielles, de différences sociales et culturelles) rendent difficiles ou inopérants les processus classiques de médiation politique et institutionnelle habituels, la « participation » apparaît comme un recours. Ceci a suscité une floraison de méthodes, plus ou moins apparentées. Mais la « participation » est un mot valise, qui recouvre des conceptions, des visions politiques, des pratiques très variées. L'accent mis sur la participation vise à réduire ces distances, à assurer une communication meilleure, à assurer que les réalités locales et les priorités des acteurs locaux sont effectivement pris en compte. On ne peut en nier la nécessité : les critiques de Chambers sur les logiques de l'aide sont parfaitement justes.

On ne peut nier non plus l'évolution massive du discours, et aussi en partie des pratiques, issues de cette ambition participative : le cadre d'analyse s'est ouvert, les choix d'actions sont discutés au village, les agents locaux des projets sont incités à dialoguer avec les populations, à écouter leur point de vue. On ne saurait surestimer ce que représente de telles occasions d'écoute et de dialogue pour des agents de développement habitués à ne rencontrer les paysans que dans le cadre de réunions formelles ayant pour but de "faire passer un message" technique, ou bien pour des chercheurs thématiques travaillant essentiellement en station : la découverte de la connaissance qu'ont les paysans de leurs écosystèmes et de leur capacité d'analyse peut être une véritable révélation. Même des techniciens d'Ong travaillant depuis plusieurs années dans un village peuvent se retrouver sidérés *"l'aptitude de nos informateurs à fournir des analyses pénétrantes de l'évolution de ces stratégies, non seulement pour expliquer le passé, mais aussi pour les perspectives d'avenir"* (Schoonmaker and Freudenberg, 1993). Ce qui montre à quel point les méthodes de travail classiques, même au sein des ONG, ne favorisent guère le dialogue !

¹⁹ Que l'intervention soit publique, caritative, liée à la coopération internationale, etc.

Pour autant qu'elles soient animées par des gens expérimentés, les Marp/PRA peuvent donc, effectivement, contribuer à faire évoluer les représentations des acteurs externes, réduire le décalage entre visions des réalités et des priorités. Pour autant, l'accent mis sur le diagnostic et la situation d'interface entre populations et acteurs externes, est aussi un de leurs limites : postulant implicitement que le problème repose dans un manque de connaissance, elles omettent ainsi de s'interroger sur la logique globale des dispositif d'aide, sur les processus de prise de décision, et sur la façon dont ceux-ci conditionnent largement le jeu des possibles à l'échelle locale. Or, et quoique Cernea (Cernea dir, 1998) semble penser, l'insuffisante prise en compte des « variables sociologiques et culturelles » (par ailleurs bien peu définies dans son ouvrage) ne résulte pas seulement d'oubli qu'il suffirait de combler par plus d'enquêtes sociologiques ou une meilleure « participation » : elle est le produit de logiques propres du champ du développement, qui ignorent ou stérilisent ces connaissances, et produisent ces décalages récurrents (Lavigne Delville, 2000).

Tout en reconnaissant le dilemme pratique posé par ces problèmes de médiation institutionnelle (particulièrement forts dans un monde rural marqué par une faiblesse de la présence publique, la jeunesse et la fragilité des collectivités locales, et l'empilement des structures de pouvoir – Bierschenk et Olivier de Sardan (dir.) 1998) et ces situations d'asymétrie et de décalages matériels, culturels et symboliques, on peut penser que c'est au contraire en travaillant d'une part les mécanismes institutionnels et la construction de lieux et d'instances de prise de décision, d'autre part un travail de terrain d'appui à l'élaboration des choix sur les modalités d'action, que des articulations plus productives peuvent se construire.

C'est bien là-dessus que se fondent les démarches récentes de développement local, à l'écart des discours ronflants sur la participation : sur des dispositifs projets capables de mettre en œuvre une série de réalisations, non déterminées au départ, sur un territoire donné, en couplant dispositifs de décision sur l'octroi de financements à des projets portés par les populations, et dispositifs d'appui aux porteurs de projets dans l'élaboration de leurs projets. Ceci ne suffit pas, bien sûr, à supprimer les contradictions de l'aide, les demandes locales surdéterminées par l'offre, les biais techniques dans les diagnostics. Mais au moins, cela institutionnalise un espace de jeu entre le dispositif projet et les réalisations locales, ouvre des espaces de choix aux acteurs locaux et des lieux de débat sur les priorités pouvant mobiliser des acteurs locaux. Dès lors qu'ils sont mis en œuvre de façon sérieuse, ces dispositifs cherchent à s'ancrer dans le cadre institutionnel local, contribuant à une certaine prise de responsabilité des élus locaux et des organisations locales dans les décisions, et à construire une certaine redevabilité. Les contradictions du financement externe demeurent, mais en tous cas le dispositif institutionnel cherche à construire et institutionnaliser des mécanismes qui recréent, à l'échelle locale, une tension entre le technique et le politique, centrée sur des réponses concrètes à des attentes exprimées des populations, et rendant possibles des apprentissages réciproques. Sans résoudre les contradictions structurelles et la « double délégation » aux experts et aux politiques (Callon et al, 2003), au moins la réflexion porte-t-elle sur les règles du jeu et les procédures, en amont de l'interface.

Bibliographie

Albaladejo Ch. et Casabianca F. eds., 1997, *La recherche-action ; ambitions, pratiques, débats*, Etudes et recherches sur les systèmes agraires et le développement n° 30, Inra.

Bedini F., Middlebrook P. and Russo L., 2000, « PRA en Ethiopie: analyse critique à partir d'expérience de développement », in Lavigne Delville *et al* (eds) *Les enquêtes participatives en débat*. Karthala/Gret/Icra.

Bergeret A., 1995, « Les forestiers coloniaux : une doctrine et des politiques qui n'ont cessé de rejeter de souche », *Les sciences hors d'Occident au X^e siècle*, Paris, Orstom.

Bierschenk Th., Olivier de Sardan J.P. et Chauveau J.P. éd.s., 2000, *Courtiers en développement ; les villages africains en quête de projets*, Paris : Apad/Karthala, 328 pp.

Bierschenk, Th. Et Olivier de Sardan J.P. (dir.), 1998. *Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*. Paris: Karthala.

Boulier F., 2000, « La diversité des stratégies paysannes dans la zone de Koba (Guinée) : entretiens qualitatifs et outils de visualisation dans une démarche globale d'analyse du milieu rural », in Lavigne Delville *et al.*, (eds) *Les enquêtes participatives en débat*. Karthala/Gret/Icra.

Buttoud G., 1995, *La forêt et l'Etat en Afrique sèche et à Madagascar : changer de politique forestière*, Paris, Karthala.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain - Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil.

Castellanet C., 2000, "Le PAET en Amazonie brésilienne: diagnostic et participation paysanne dans un programme de recherche-action négociée", In: Lavigne Delville *et al.*, (eds) *Les enquêtes participatives en débat*. Karthala/Gret/Icra.

Castellanet C., 2004, *Cycle des projets, cadre logique et efficacité des interventions de développement*, Traverses n°15, Gret/Groupe Initiatives (disponible sur www.gret.org, ressources en ligne/Traverses)

Castellanet Ch. and Jordan C.F., 2002, *Participatory Action Research in Natural Resource Management : a Critique of the Method Based on Five Years' Experience in the Transamazônica Region of Brazil*, New York, Taylor and Francis, 231 p.

Cernea M.M. ed., 1985, *Putting People First, Sociological Variables in Rural Development*, Washington, The World Bank. (trad française révisée de la 2^{nde} édition : Cernea M. éd., 1998, *La dimension humaine dans les projets de développement, les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala).

Chambers, R. Pacey, A. et Thrupp, L.A, 1989, *Farmer First : Farmer Innovation and Agricultural Research*, Intermediate Technology Publications London (trad française : Chambers, R. Pacey, A. et Thrupp, L.A, 1994, *Les Paysans d'Abord, Les Innovations des Agriculteurs et la Recherche Agronomique*, CTA/Karthala, Paris)

Chauveau J.P. et Lavigne Delville Ph., 1998, "Communiquer dans l'affrontement : la participation cachée dans les projets participatifs ciblés sur les groupes ruraux défavorisés" in Deler et al, dir., *ONG et développement : du nord aux suds*, Paris, Karthala, pp. 193-214.

Chauveau J.P., 1994, « Participation paysanne et populisme bureaucratique: Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement », In: Jacob and Lavigne Delville (eds) *Les associations paysannes en Afrique, organisation et dynamiques*. APAD/Karthala. Paris.

- Cornwall A. et Guijt I., 1995, *Critical reflections from practices*. PLA Notes no 24, IIED, 90p.
- Cornwall A., Guijt I et Welbourn A., 1994, « Acknowledging process: challenges for agricultural research and extension methodology », in Scoones and Thompson (eds), *Beyond farmers first*.
- Daane J.R.V. et Mongbo R.L., 1991, « Peasant influence on development projects in Benin : a critical analysis » *Genève-Afrique* vol 29, n°2 : 49-76.
- Darré J.P., à paraître, *La recherche co-active de solutions entre agents de développement et agriculteurs*, Coll. Etudes et Travaux, Paris, Editions du Gret.
- Darré, J.-P. (dir.) 1994. *Pairs et experts dans l'agriculture. Dialogues et production de connaissance pour l'action*. Toulouse: Erès.
- Den Biggelaar C., 2000, « Les méthodes participatives dans un projet de recherche au Rwanda : des agriculteurs experts en agroforesterie », in Lavigne Delville *et al.*, (eds) *Les enquêtes participatives en débat*. Karthala/Gret/Icra.
- Diemer G. et Slabbers J. eds., 1992, *Irrigators and engineers*, Amsterdam, Thesis publishers.
- ENDA-GRAF-Sahel, 1993, *La ressource humaine, avenir des terroirs. Recherches paysannes au Sénégal*, Paris/Dakar, ENDA/Karthala.
- Ferguson, J., 1990, *The Anti-Politics Machine. "Development", Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Minneapolis: University Press of Minnesota.
- Floquet A. and Mongbo R., 2000, "Production de connaissances et de consensus pendant les MARP et au-delà". In: Lavigne Delville *et al.* (eds) *Les enquêtes participatives en débat*. Karthala/Gret/Icra.
- Gentil, D. et Mercoiret, M.R. 1991 "Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique noire ?" *Revue Tiers-Monde*, t XXXII, n°128, 867-886.
- Godbout J., 1983, *La participation contre la démocratie*, Montréal, Ed Saint-Martin.
- Grigon, C. et Passeron, J.C. 1989 *Le savant et le populaire*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 260 p.
- Gueye B. et Schoonmaker-Freudenberger K., 1991, *Introduction à la méthode accélérée de recherche participative (Marp ; Rapid Rural Appaisal), quelques notes pour appuyer une formation pratique*, Londres, IIED. 70 p.
- Gueye B., 2000, « La Méthode active de recherche et de planification participative (MARP) : acquis, limites et défis actuels », in Lavigne Delville *et al.* (eds) *Les enquêtes participatives en débat*. Karthala/Gret/Icra.
- Guijt I. et van Veldhuizen L., 1998, *Quels outils pour l'agriculture durable ? analyse comparée des méthodes participatives*, Programme Zones Arides, Dossier n°79, Londres, IIED, 36 p.

- Guijt, I. et Shah M.(eds), 1998, *The Myth of Community : Gender Issues in Participatory Development*, Intermediate Technology Publications, London.
- Guijt, I., Pretty J. N. (eds). 1992, *Participatory Rural Appraisal for Farmer Participatory Research in Punjab, Pakistan*, IIED, London, September.
- Guijt, I., Pretty J.N (eds), 1992, *Participatory Rural Appraisal for Farmer Participatory Research in Punjab, Pakistan*, IIED, London, September ;1992.
- Habermas, J., 1973 *La science et la technique comme idéologie*, réed. Tel, Paris, Gallimard.
- Hitimana, L. et Hussein, K., 2000, « La MARP en pratique : L'expérience d'une équipe multidisciplinaire au sud-est du Burkina Faso », In: Lavigne Delville *et al.* (eds) *Les enquêtes participatives en débat*. Karthala/Gret/Icra.
- Hobart, M. (ed.) 1993. *An Anthropological Critique of Development. The Growth of Ignorance*. London: Routledge.
- Hochet P, 2004, *La gestion décentralisée des ressources pastorales de la commune de Kouri Association agriculture/élevage, Organisation Paysanne, et négociation dans le Minyan-kala (sud-est du Mali)*. Rapport de recherche, GRET/Inter-Coopération, INCO-CLAIMS.
- Hussein K., 1995, « Participatory ideology and practical development : agency control in a fisheries project, Kariba lake », in in Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, pp.170-180.
- Jacob J.P. dir., 2000, *Sciences sociales et coopération en Afrique : les rendez-vous manqués*, Nouveaux cahiers de l'IUED, 10, PUF/IUED
- Jacob, J.-P. et Lavigne Delville Ph. dir, 1994, *Les associations paysannes en Afrique. Organisations et dynamiques*. Paris: APAD-Karthala.
- James W., 1999, « Empowering ambiguities », in Cheater A. ed. *The Anthropology of Power ; Empowerment and disempowerment in changing structures*, London and New York, Routledge, pp. 13-27.
- Jobert B., 1983, « Clientélisme, patronage et participation populaire » in *Revue Tiers-Monde*, t.XXIV, n°95, juil-sept. : 537-556.
- Joshi L., van Noordwijk M. and Sinclair F.L., 2001, *Bringing local knowledge into perspective – a case of sustainable technology development in jungle rubber agroforests in Jambi*, Communication to the International Workshop « Participatory Technology Development and Local Knowledge for Sustainable Land Use in Southeast Asia », University of Hohenheim and Chiang Mai University.
- Khon Kaen University 1987. *Proceedings of the 1985 International Conference on Rapid Rural Appraisal, Rural Systems Research and Farming Systems Research Projects*. Khon Kaen, Thailand.
- Khon Kaen University, 1998, *Rapid Rural Appraisal in Northeast Thailand*. Case studies. Siriphan Press,164p.
- Lane J., 1995, « Non governmental organizations and participatory development : the concept in theory versus the concept in practice », in Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, pp. 181-191.

- Lavigne Delville Ph. and Mathieu M., 2000, « Donner corps aux ambitions: le diagnostic participatif comme enjeu de pouvoir et comme processus social », In: Lavigne Delville, Ph. et al (eds) *Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques, enjeux*. Karthala/Gret/Icra.
- Lavigne Delville Ph., 2000a, « Impasses cognitives et expertise en sciences sociales : réflexions à propos du développement rural en Afrique », in Jacob J.P. dir, *Sciences sociales et coopération en Afrique, les rendez-vous manqués*. Nouveaux cahiers de l'IUED n°10, IUED/PUF, 69-99.
- Lavigne Delville Ph., 2000b, « L'illusion de tout découvrir à l'échelle du village: critique de l'empiricisme dans les MARP », In: Lavigne Delville, Ph. et al. (eds) *Les enquêtes participatives en débat: ambitions, pratiques, enjeux*. Karthala/Gret/Icra.
- Lavigne Delville Ph., Sellamna N., Mathieu M., 2001, « Living up to ambitions, for a more rigorous practice of participatory appraisals and enquiries », in Proceedings CD-ROM, "Participatory Technology Development and Local Knowledge for Sustainable Land Use in Southeast Asia" Seminar, 6-7 June 2001, Chiang Mai.
- Lavigne Delville, Ph., Sellamna, N. and Mathieu, M. (eds) (2000) *Les enquêtes participatives en débat: ambitions, pratiques, enjeux*. Paris/Montpellier, Karthala/GRET/ICRA.
- Lazareff G. et Arab M., 2002, *Développement local et communautés rurales, Approches et instruments pour une dynamique de concertation*, Paris, Karthala.
- Lazareff G., 1993, *Vers un écodéveloppement participatif*, Paris, L'Harmattan.
- Lecomte B., 1986, *L'aide par projet. Limites et alternatives*, Paris, OCDE.
- Long, N., ed., 1989, *Encounters at the Interface. A Perspective in Social Discontinuities in Rural Development*. Wageningen Studies in Sociology 27, Wageningen: Agricultural University.
- Maïzi-Moity P., 1999, *Participation et exclusion dans un projet de développement en Guinée, Working Papers on African Societies n°37*, Das Arabische Buch, 16 p.
- Maman Sani S., 1994, *Socio-anthropologie d'une expertise: cas d'une évaluation externe d'un projet au Niger*, Niamey, Mission de Coopération.
- Mathieu M., 2000, « Ballade d'un anthropologue sur les traces de la Marp », In: Lavigne Delville, Ph. et al. (eds) *Les enquêtes participatives en débat: ambitions, pratiques, enjeux*.
- Moity-Maïzi P., 2000, « Méthodes et mécanismes participatifs dans un programme d'écodéveloppement : l'altérité à l'épreuve des faits ». In: Lavigne Delville, Ph. et al. (eds) *Les enquêtes participatives en débat: ambitions, pratiques, enjeux*.
- Mondain-Monval J.F., 1993, *Diagnostic rapide pour le développement agricole*, coll. Le point sur..., GRET/Ministère de la Coopération.
- Mongbo, R. 1995. *The Appropriation and Dismembering of Development Intervention. Policy, Discourse and Practice in the Field of Rural Development in Benin*. Wageningen: The Agricultural University of Wageningen (doctoral dissertation).
- Mosse D., 1995a, 'People'knowledge' in project planning : the limits and social conditions of participation in planning agricultural development, Agricultural research and extension network, paper n°58, ODI, London, 35p.

- Mosse D., 1995b, « Local institutions and power : the history and practice of community management of tank irrigation systems in South India », in Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, pp.144-156. Naudet, 1999
- Mosse D., 1995c, « Authority, Gender and Knowledge: Theoretical Reflections on the Practice of Participatory Rural Appraisal ». *Development and Change* 25(3) 497-526. (version française dans « les enquêtes participatives en débat »)
- Mosse D., Farrington J. and Rew A. eds., 1998, *Development as process; concepts and methods for working with compexity*. London, Routledge/ODI.
- Naudet J.D., 1999, *Trouver des problèmes aux solutions, vingt ans d'aide au Sahel*, Paris, Club du Sahel/OCDE.
- Ndione E., 1995, *Dakar, une société en grappe*, Dakar/Paris, Enda-Graf/Karthala.
- Nelson N. and Wright S., « Introduction : participation and power », in Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, pp. 1-18.
- Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, London, Intermediate Technology Publications, 225 p.
- Olivier de Sardan J.P., 1991, « Savoirs populaires et agents de développement » in Olivier de Sardan J.P. et Paquot E. dir. *D'un savoir à l'autre, les agents de développement comme médiateurs*, Paris, Gret/Coopération française.
- Olivier de Sardan J.P., 1995, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD/Karthala.
- Olivier de Sardan J.P., 2000, « Rendre compte des points de vue des acteurs: principes méthodologiques de l'enquête de terrain en sciences sociales », In Lavigne Delville, Ph. et al. (eds) *Les enquêtes participatives en débat: ambitions, pratiques, enjeux*.
- Painter, T, Sumberg J. et Price T., 1994, "Your Terroir is my 'Action Space': Implications of Differentiation, Mobility and Diversification for the *Approche Terroir* in Sahelian West Africa". *Africa* 64 (4): 447-464.
- Pillot D. et al, 1985, *Recherche-développement et Farming System Research : concepts, approches et méthodes*, Paris, Gret.
- Pillot D., « Préface », in Mondain-Monval J.F., 1993, *Diagnostic rapide pour le développement agricole*, GRET, Coopération française, ACCT, pp. 9-13.
- Pottier J., 1991, *Representation and accountability : understanding social change through rapid apparaisal*, Dpt of Social Anthropology, SOAS, Univ of London, draft, 27 p.
- Pottier, J. 1997. "Towards an Ethnography of Participatory Appraisal and Research". In: Grillo, R.D. & R.L. Sirrat (eds.) *Discourses on Development. Anthropological Perspectives*, Oxford and New York, Berg: 203-227.
- Pretty J., 2000, "Des systèmes de recherche alternatifs pour une agriculture durable", In Lavigne Delville, Ph. et al. (eds) *Les enquêtes participatives en débat: ambitions, pratiques, enjeux*.

- Pretty, J and Chambers Robert. *Towards a Learning Paradigm : new professionalism and institutions for agriculture*, IDS Discussion paper n° 334 Brighton : Institute of Development Studies, University of Sussex. December 1993.
- Pretty, J et Chambers R., 1993, *Towards a Learning Paradigm : new professionalism and institutions for agriculture*, IDS Discussion paper n° 334 Brighton : Institute of Development Studies, University of Sussex.
- Pretty, J., 1995, « Participatory Learning for Sustainable Agriculture », *World Development*, 1995, Vol 23, n° 8; 1-17.
- Pretty, J., Juijt I., Thompson J., Scoones I., 1995, *A Trainer's Guide for Participatory Learning and Action*, IIED participatory Methodology Series, IIED.
- Richards P., 1995, « Participatory rural appraisal : a quick and dirty critique », *PLA notes* 24, IIED, pp. 13-16.
- Richards, P., 1985, *Indigenous Agricultural Revolution*. Hutchinson, London.
- Ruault, C., 1996, *L'invention collective de l'action, initiatives d'agriculteurs et développement local*, Paris, L'Harmattan.
- Schönhuth M. et Kievelitz U., 1992, *Les méthodes participatives de recherche et de planification dans la coopération au développement : diagnostic rapide en milieu rural, diagnostic participatif : une introduction commentée*. GTZ.
- Schoonmaker Freudemberger, K., 1994, *Tree and land tenure : Rapid appraisal tools*. FAO: Forest, Trees and People Network Publications, CFFM4, Rome, FAO
- Schoonmaker Freudemberger, M. et K., 1993, « *Champs, jachère et flexibilité* », *la gestion des ressources naturelles à Ndâme Mor Fademba, Sénégal; Résultats d'un étude réalisée selon la MARP* », Londres, IIED, 53 p.
- Scoones I. and Thompson J. eds, 1994, *Beyond Farmer First ; rural people's knowledge, agricultural research and extension practice*, London, Intermediate Technology Publications. (version française : Scoones I. et Thompson J. eds, 1999, *La reconnaissance du savoir rural, Savoir des populations, recherche agricole et vulgarisation*, CTA-Karthala, 1999, Paris).
- Sellamna N., 2000, « Du Rapid Rural Appraisal au Participatory Learning and Action : la participation a-t-elle besoin d'un paradigme scientifique ? », in Lavigne Delville, Ph. et al. (eds) *Les enquêtes participatives en débat: ambitions, pratiques, enjeux*.
- Sellamna, N., 1999, « Relativism in Agricultural Research and Development : Is Participation a Post-Modern Concept ? » *ODI Working Paper No.119*, London.
- Waters-Bayer A. et Bayer W., 1995, *Planification avec des pasteurs, Marp et au-delà, un compte-rendu de méthodes centré sur l'Afrique*, GTZ, division 422, Elevage, services vétérinaires et pêche, 185 p.
- Waters-Bayer Ann et al. *Planning with pastoralists: PRA and more. A review of methods focused on Africa*. GTZ.1994.153p
- White S., 1996, « Depoliticising development : the uses and abuses of participation », *Development in Practice*, vol 6, n°1 : 6-15.